

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.

LIMITÉE

T/AC.41/SR.8

2 juillet 1951

ORIGINAL : FRANCAIS

DOCUMENTS

INDEX UNIT

MASTER

31 JUL 1951

Neuvième session

COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA HUITIEME SEANCE

Tenue à Flushing Meadow, New-York,
le mardi 19 juin 1951, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de premier rapport du Comité ad hoc pour les pétitions (T/AC.41/L.2).

PRESENTSPrésident : Le prince WAN WATHAYAKON

Thaïlande

Membres : M. LESCURE

Argentine

M. WENDELEN

Belgique

M. STRONG

Etats-Unis d'Amérique

M. SCOTT

Nouvelle-Zélande

M. SOLDATOV

Union des Républiques socialistes
soviétiquesEgalement présents :

M. della CHIESA

Italie

M. FORMARI

Représentant spécial pour le
Territoire de la Somalie sous
administration italienne

M. de HOLTE CASTELL

Colombie, membre du Conseil
consultatif des Nations Unies
pour le Territoire sous tutelle
de la Somalie

FADEL Bey

Egypte, membre du Conseil
consultatif des Nations Unies
pour le Territoire sous tutelle
de la Somalie

M. CARPIO

Philippines, membre du Conseil
consultatif des Nations Unies
pour le Territoire sous tutelle
de la SomalieSecrétariat : M. RAPOPORT

Secrétaire du Comité

Le PRESIDENT signale au Comité que les représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines, membres du Conseil consultatif des Nations Unies pour le Territoire sous tutelle de la Somalie, assistent à la session du Conseil de tutelle. Ils sont particulièrement au courant des questions concernant les pétitions, puisque presque toutes les pétitions concernant la Somalie leur ont été adressées. Le Comité aurait donc intérêt à les inviter à prendre part à ses délibérations sur les projets de rapport relatifs à la Somalie.

M. WENDELEN (Belgique) approuve l'invitation adressée aux représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines, étant entendu que leur présence à la réunion du Comité ne modifie en rien la position prise par le Conseil de tutelle, lors de ses débats récents, sur la compétence du Conseil consultatif en matière de pétitions.

Sur l'invitation du Président, les représentants de la Colombie, de l'Egypte et des Philippines prennent place à la table du Comité.

PROJET DE PREMIER RAPPORT DU COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS (T/AC.41/L.2)

Le PRESIDENT invite le Comité à examiner le projet de premier rapport du Comité relatif à la Somalie (T/AC.41/L.2).

M. PAPOPORT (Secrétaire du Comité) indique que le texte français du document T/AC.41/L.2 a paru, mais que le Secrétariat, malgré ses efforts, ne pourra distribuer le texte français du deuxième rapport (T/AC.41/L.3) que le lendemain. Toutefois, le texte français des projets de résolution du deuxième rapport a été remis aux délégations de langue française.

Le PRESIDENT demande aux membres du Comité s'ils ont des observations à faire sur les trois premiers paragraphes du document T/AC.41/L.2.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique que sa délégation ne peut approuver la teneur du paragraphe 3. Elle a demandé que le Conseil de tutelle examine, lors de la session en cours, la pétition T/PET.11/40, qui date d'avril 1950 et est importante puisqu'elle se rapporte à la période couverte par le rapport annuel pour 1950, que le Conseil de tutelle examine. La pétition a été distribuée sous forme de document le 3 mai 1951 et le Comité pourrait l'étudier au début de juillet, ce qui laisserait amplement à l'Autorité chargée de l'administration la possibilité de l'examiner auparavant.

M. Soldatov n'ignore pas que cette procédure serait contraire au premier paragraphe de l'article 86 du règlement intérieur du Conseil, aux termes duquel les pétitions, pour être étudiées au cours d'une session du Conseil, doivent parvenir deux mois au moins avant l'ouverture de la session. Cependant, le paragraphe 4 de l'article 86 prévoit des exceptions à la procédure du paragraphe premier, et le Comité a d'ailleurs décidé d'examiner neuf autres pétitions de Somali qui n'avaient pas été adressées dans les délais réglementaires.

M. Soldatov propose donc formellement que le Conseil de tutelle examine la pétition T/PET.11/40, au cours de la présente session, à titre de cas exceptionnel.

Le PRESIDENT, constatant que le représentant de l'URSS soumet un cas exceptionnel, rappelle le paragraphe 4 de l'article 86 qui stipule que l'Autorité chargée de l'administration, doit être consultée. Il demande au représentant spécial pour le Territoire sous tutelle de la Somalie son opinion en la matière.

M. FORNARI (Représentant spécial) indique que la pétition est parvenue le 11 mai 1951, au Gouvernement italien, qui l'a fait suivre à Mogadiscio. Le représentant spécial en a eu connaissance à Rome, alors qu'il se rendait à New-York, mais il n'a pu l'étudier et n'est donc pas en mesure de soutenir une discussion à son sujet devant le Comité.

M. WENDELEN (Belgique) déclare que l'attitude de sa délégation est déterminée par l'article 86 et par la position qu'a prise l'Autorité chargée de l'administration. Il tient à souligner que, si le Comité met la proposition aux voix, le vote ne peut avoir pour effet que d'adresser une recommandation au Conseil de tutelle, qui, aux termes de l'article 86 est seul compétent pour prendre une décision.

A la demande de M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), le PRESIDENT met aux voix la proposition de l'URSS tendant à recommander au Conseil de tutelle d'examiner la pétition T/PET.11/40 au cours de la présente session.

Par 5 voix contre une, avec 2 abstentions, la proposition de l'URSS est rejetée.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que le paragraphe 3 du rapport (T/AC.41/L.2) soit amendé en conséquence et il se réserve le droit de soulever à nouveau la question devant le Conseil lors de l'examen du rapport du Comité.

Projet de résolution I

M. WENDELEN (Belgique) n'ignore pas que le Comité a décidé d'adopter une résolution pour chaque pétition, mais il est frappé par les analogies que présentent un certain nombre de pétitions émanant de la Ligue de la jeunesse somalienne et pense qu'il conviendrait d'adopter à leur sujet une résolution d'ensemble et d'y renvoyer ensuite à propos de chacune des pétitions relatives à un cas précis. Il donne lecture d'un projet de résolution qui s'appliquerait à toutes les pétitions émanant de la Ligue.

Au cas où le Comité et le Conseil de tutelle adopteraient ce projet de résolution général, M. Wendelen proposerait d'ajouter à la résolution I, entre les deux alinéas du dispositif, un alinéa attirant l'attention du pétitionnaire sur la résolution que le Conseil aurait adoptée concernant les pétitions de la Ligue de la jeunesse somalienne et dont le texte serait joint.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation votera contre le projet de résolution proposé par la Belgique et n'acceptera donc pas que la résolution I en fasse mention.

Le PRÉSIDENT souligne que la pétition T/PET.11/4 a trait à une question particulière. Il vaudrait mieux, à son avis, que le représentant de la Belgique ne propose de citer son projet de résolution que dans les résolutions relatives à des pétitions de caractère général.

M. WENDELEN (Belgique) reconnaît le bien-fondé de l'observation du Président, mais il craint que le dispositif sous sa forme actuelle ne donne au pétitionnaire l'impression fautive que le Conseil de tutelle n'a pas examiné de près sa requête.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) voit sans défaveur le projet de résolution générale et voudrait savoir si le représentant de la Belgique envisage de le citer dans les résolutions concernant les pétitions de la première et de la deuxième partie du document T/L.169, où il est question de la Ligue de la jeunesse somalienne.

M. WENDELEN (Belgique) précise que, dans son esprit, le grief fondamental qui inspire les pétitions de la Ligue de la jeunesse somalie est plutôt la discrimination générale pratiquée contre cette organisation que les faits plus ou moins précis qu'elles relatent. Il proposerait donc de mentionner la résolution de portée générale dans toutes résolutions relatives aux pétitions émanant de la Ligue.

M. CARPIO (Philippines) fait observer que le projet de résolution présenté par la Belgique se fonde presque exclusivement sur le rapport présenté en 1950 par le Conseil consultatif qui se référerait lui-même à des pétitions antérieures. M. Carpio craint que l'adoption de ce projet n'empêche ou ne préjuge l'examen des pétitions qui viendraient ultérieurement signaler des cas de discrimination.

M. WENDELEN (Belgique) explique que le deuxième alinéa de son projet a pour but de résumer l'opinion du Conseil consultatif, telle qu'elle est exposée dans le document A/C.4/178 et il aimerait savoir si le point de vue du Conseil consultatif s'est modifié depuis le mois d'août 1950.

M. Wendelen ne croit pas que l'adoption d'une résolution générale portant sur la période juin-septembre 1950 exclue l'examen approfondi de griefs précis formulés à des dates plus récentes et, en particulier, de la pétition T/PET.11/40.

MADAME BOY (Egypte) rappelle que l'Italie a pris en mains l'administration de la Somalie le 1er avril 1950 et que le rapport du Conseil consultatif remonte à l'été 1950, donc à un moment où la situation était encore très tendue et où la coopération et la compréhension étaient rares. Elle craint donc qu'une résolution comme celle que présente la Belgique, ne donne à tort l'impression que le Conseil consultatif considère qu'il existe une inimitié particulière contre la Ligue de la jeunesse somalie. Elle propose qu'il se tienne sous cet angle, et qu'il fasse paraître qu'il ne laisse pas supposer que le Conseil et l'Administration traitent différemment les pétitions politiques.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) pense que le Conseil consultatif désirera peut-être, à propos du deuxième alinéa, mettre à jour les renseignements dont il dispose et que l'Autorité chargée de l'administration tiendra à apporter des précisions supplémentaires à propos du troisième alinéa. Dans ces conditions il vaudrait mieux remettre à plus tard la discussion du projet de la Belgique.

Le PRESIDENT, parlant en qualité de représentant de la Thaïlande, souligne que l'intérêt du Comité doit se concentrer sur la situation actuelle et sur la ligne de conduite à suivre dorénavant. La délégation de la Thaïlande est par conséquent d'avis d'attendre le rapport de la Mission de visite. En outre, elle estime qu'il n'y a pas lieu de mentionner une résolution d'ordre général dans une résolution relative à une question précise. D'ailleurs, il semble que les faits qui se sont produits quand l'Italie a pris en main l'administration du Territoire sont largement dépassés et que la situation est maintenant normale.

M. WENDELEN (Belgique) ne méconnaît pas la justesse des arguments invoqués par le représentant de la Thaïlande. Cependant, il craint que les événements de 1950 n'aient laissé une certaine amertume dans les esprits, auquel cas une résolution de portée générale ne serait pas dénuée de valeur.

Par ailleurs, pour tenir compte des éléments nouveaux apportés par le représentant de l'Egypte, il propose d'ajouter au premier alinéa, après le membre de phrase "le Conseil consultatif a fait savoir..." les mots "en août 1950", afin de préciser l'époque dont il est question.

M. de HOLTE CASTELLO (Colombie) confirme que la tension des quatre premiers mois a disparu par suite de la bonne volonté manifestée par l'Autorité chargée de l'administration. Il craint que le projet de résolution proposé par la Belgique ne suscite des difficultés au Conseil consultatif du fait qu'il ne cite qu'un seul des partis auxquels il fait allusion. Il conviendrait, à son avis, de mentionner également les autres partis.

Le PRESIDENT propose au Comité de remettre à une date ultérieure l'étude du projet de résolution présenté par la Belgique.

La proposition du Président est adoptée.

A la demande de M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution I.

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution I est adopté.

En l'absence d'objections, la partie pertinente du rapport (page 5 du document T/AC.41/L.2) est adoptée.

M. WIENELEN (Belgique) fait observer que les projets de résolution I et III n'attirent pas l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Administration.

M. RAPPOPORT (Secrétaire du Comité) explique que les projets de résolution ont été rédigés d'après les discussions du Comité. Dans le cas de la résolution II, le Comité a demandé en termes express qu'elle attire l'attention du pétitionnaire sur le fait que l'Administration procède au paiement des arriérés de solde. Dans l'autre cas, celui où les allégations du pétitionnaire ont été qualifiées d'inexactes dans les observations de l'Autorité chargée de l'administration, le Comité a semblé estimer qu'il était inutile de le souligner dans le projet de résolution.

Projet de résolution II

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le texte du projet de résolution II est adopté.

La partie pertinente du rapport (page 6 du document T/AC.41/L.2) est également adoptée.

Projet de résolution III

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le texte de ce projet de résolution est adopté.

La partie pertinente du rapport (page 7 du document T/AC.41/L.2) est également adoptée.

Projet de résolution IV

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) constate que la pétition à laquelle a trait ce projet de résolution a effectivement provoqué des mesures de la part

du Conseil de tutelle, qui a étudié les observations de l'Autorité chargée de l'administration. Il conviendrait donc de marquer le fait en complétant le texte du deuxième alinéa du dispositif du projet de résolution en ajoutant le mot "nouvelle" après les mots "aucune mesure".

Aucune objection n'est élevée contre cette proposition.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que le pétitionnaire s'est tout d'abord adressé aux autorités italiennes, qui lui ont opposé une fin de non-recevoir, parce que, déclare-t-il, il appartenait à la Ligue de la jeunesse somalie.

M. Soldatov rappelle en outre que l'Autorité chargée de l'administration a le droit de donner des directives aux tribunaux de Somalie. En conséquence, la recommandation que l'on propose au Comité revient pratiquement à renvoyer le pétitionnaire devant l'Autorité chargée de l'administration, ce qui ne constitue pas une solution satisfaisante.

M. FORNARI (Représentant spécial) déclare que si, dans certains cas, les fonctionnaires de l'Administration du Territoire sont compétents en matière judiciaire, le principe de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire y est cependant appliqué. Il existe notamment une juridiction d'appel où siègent des magistrats qui n'ont rien de commun avec les fonctionnaires de l'Administration.

Le PRESIDENT fait observer qu'un arrangement est déjà intervenu entre les intéressés. Il semble que le pétitionnaire ait obtenu satisfaction. Si tel n'est pas le cas, il importe de lui indiquer qu'il peut recourir aux tribunaux.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) propose de remanier le texte du troisième alinéa du préambule en remplaçant les mots "qui a été déjà résolue par les intéressés eux-mêmes" par les mots "et qu'un accord a été réalisé entre les intéressés eux-mêmes".

M. CARPIO (Philippines) propose, pour rendre le texte plus précis, de modifier l'amendement proposé par le représentant de la Nouvelle-Zélande de façon à dire : "et qu'un accord a été réalisé par la suite entre les intéressés eux-mêmes."

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) accepte cette modification de son amendement.

M. FORNARI (Représentant spécial) déclare que l'amendement présenté par le représentant de la Nouvelle-Zélande et modifié sur la proposition du représentant des Philippines lui paraît conforme à la réalité des choses.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) propose en outre d'harmoniser le libellé du troisième alinéa du préambule avec le début de l'alinéa correspondant du projet de résolution III de manière à mentionner également la déclaration verbale du représentant spécial.

M. WENDELEN (Belgique) propose de modifier la rédaction du premier alinéa du dispositif en remplaçant les mots "il peut porter son affaire devant les tribunaux compétents du Territoire" par les mots "il peut porter son affaire devant les tribunaux du Territoire, qui sont les organes compétents en la matière".

Par 5 voix contre zéro, avec une abstention, le texte amendé du projet de résolution IV est adopté.

La partie pertinente du rapport (page 8 du document T/AC.41/L.2) est adoptée sous réserve des modifications correspondant aux amendements.

Projet de résolution V

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) propose d'ajouter dans le deuxième alinéa du dispositif, après les mots "aucune mesure", le mot "nouvelle". Sa proposition s'inspire des mêmes considérations que celle qu'il a faite à propos du projet de résolution précédemment adopté.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare qu'on ne peut parler de mesure "nouvelle" puisque, à son avis, le Conseil n'a donné aucune suite à la pétition. Il propose, quant à lui, d'amender le projet de résolution en supprimant le deuxième alinéa du dispositif et en le remplaçant par les mots "Décide de charger la Mission de visite d'examiner cette pétition sur place et de faire rapport au Conseil de tutelle".

Par 5 voix contre une, sans abstention, cet amendement est rejeté.

M. CARPIO (Philippines) estime qu'il conviendrait de stipuler que les Autorités italiennes poursuivront l'agresseur, actuellement en fuite, au cas où il reviendrait sur le Territoire de la Somalie.

M. WENDELEN (Belgique) fait observer que la pétition ne présente aucun caractère concret ou positif. D'ailleurs, le pétitionnaire n'est pas lui-même la victime de l'agression. M. Wendelen se demande si l'allusion à des poursuites judiciaires serait vraiment à sa place dans le texte de la résolution.

M. FORMARI (Représentant spécial) suggère que le Comité mentionne, au troisième alinéa du préambule du projet de résolution que l'Autorité chargée de l'administration a saisi de l'affaire les autorités judiciaires.

Le PRÉSIDENT propose en conséquence d'introduire, au troisième alinéa, après les mots "l'Administration y était totalement étrangère" les mots "et a renvoyé l'affaire devant les autorités judiciaires". Cela impliquerait que l'agresseur sera poursuivi s'il revient sur le Territoire.

M. WENDELEN (Belgique) s'associe à cette proposition.

Par 5 voix contre une, sans abstention, le texte du projet de résolution, amendé conformément aux propositions du représentant des Etats-Unis et du Président, est adopté.

Le Comité décide de modifier la partie pertinente du rapport (page 9 du document T/AC.41/L.2) de manière à tenir compte des observations formulées par le représentant de l'URSS et par le représentant spécial.

Sous réserve de cette modification, la partie pertinente du rapport est adoptée.

La séance est levée à 12 heures 45.